

# Le Choix Rationnel \*

---

## Julius K. Nyerere

Mon but aujourd'hui est de vous proposer un point de départ à la discussion et à la réflexion. Mon sujet est l'examen des choix socio-économiques qui s'offrent aux pays du Tiers-Monde.

Pour que cette discussion reste dans des limites raisonnables, je me dois de faire certaines hypothèses. Il est important que celles-ci soient explicites dès le début. Car si elles ne sont pas admises, une grande partie de ce que je vais dire sera sans objet.

Heureusement, mes hypothèses ne sont pas très controversées, du moins en Afrique.

### I — LES HYPOTHESES

Ma première hypothèse est que toute discussion sur l'organisation socio-économique souhaitable doit, du moins pour le moment, être menée au niveau de chaque Etat-Nation, et la décision doit être prise exclusivement par la population de cette Nation. Ainsi ce sont les peuples de Tanzanie dans leur ensemble, ou les peuples du Soudan dans leur ensemble, qui décideront de la voie à suivre pour leur pays. La Tanzanie ne peut pas décider à la place du Soudan ni vice-versa — et j'espère que rien de ce que je dis aujourd'hui ne sera compris autrement ! Le fait, par exemple, que Zanzibar, dans le cadre de la République Unie de Tanzanie et les Provinces du Sud, dans le cadre du Soudan, soient autonomes dans certains domaines, signifie que, dans ces domaines, les plus petites entités constitueront l'unité de choix plutôt que la nation dans son ensemble.

Deuxièmement, je considère comme évidence que tous les peuples du Tiers-Monde, désirent se gouverner eux-mêmes et veulent voir leur pays complètement dégagé du contrôle extérieur. Ceci n'exclut pas la possibilité de nouer des liens politiques et économiques entre deux

---

\* Ceci est une traduction faite par le CODESRIA de « *The Rational Choice* » du Président Nyerere, tel qu'il apparaît dans Nyerere : *Freedom and Development/Uhuru Na Maendeleo*, O.U.P., Dar-es-Salam, 1975, pp. 379-390 (paper back). Le CODESRIA exprime sa gratitude au Bureau du Président Nyerere pour la permission qu'il lui a accordée de traduire et de publier le présent texte. *CODESRIA expresses its gratitude to the President's Office for permission to translate and publish this text.*

ou plusieurs pays, ni d'entreprendre la fusion volontaire de souverainetés, à condition que l'on se soit mis d'accord après des discussions basées sur l'égalité des participants.

Troisièmement, je supposerai que, pour tout le monde dans le Tiers-Monde, le degré actuel de pauvreté et le manque général de développement économique sont tout à fait inacceptables. Nous devons augmenter notre production de ressources de façon à pouvoir relever le niveau de notre consommation collective et individuelle.

Ma quatrième et dernière hypothèse est que nos luttes d'indépendance étaient des luttes nationales, impliquant les droits de tous les habitants. Nous ne cherchions pas à remplacer nos maîtres étrangers par des élites locales privilégiées, mais à créer des sociétés qui assurent à chacun la dignité humaine et le respect de soi. Il en découle que chaque individu a le droit au maximum de liberté économique et politique, qui soit compatible avec une égale liberté pour les autres ; et que ni l'opulence dans l'esclavage, ni la nécessité de mendier pour subsister ne sauraient être des conditions humaines acceptables.

J'ai dit que ces hypothèses ne sont pas très controversées en Afrique. Il est également vrai qu'elles ne reflètent pas la situation actuelle. Elles représentent des aspirations plutôt que des faits. Cela devient évident si l'on examine le cours des affaires mondiales ou si l'on fait une brève visite dans nos zones rurales — ou même dans les zones urbaines où vivent nos travailleurs non qualifiés.

Cependant, étant donné que ces hypothèses ainsi décrites constituent une liste de nos aspirations fondamentales, elles doivent être la base du choix de nos politiques. Si une politique milite contre la réalisation de ces conditions, alors il faut la remettre en question. Mieux encore, si un système social et économique est incompatible avec ses objectifs, il doit être rejeté.

## II — LE CHOIX

Dans le monde moderne, il y a deux systèmes socio-économiques de base : le capitalisme et le socialisme. A l'intérieur de ces grandes classifications, il y a des variations comme le capitalisme du bien-être ou le socialisme humaniste ; mais la distinction générale entre les deux systèmes subsiste et notre premier choix doit porter sur l'un d'eux.

Bien sûr, il y a encore des vestiges du féodalisme et du système communautaire primitif dans le monde. Mais aucun de ces deux systèmes ne sont viables lorsqu'ils sont mis à l'épreuve par la technologie organisée du vingtième siècle. Parfois, comme au Japon, ces anciens systèmes influencent l'organisation capitaliste pour quelque temps, mais ces influences sont subordonnées à la logique de cette dernière et, finiront, éventuellement, par être complètement éliminées. Car, en fin de compte, tout ce qui peut entraver le profit d'une entreprise capitaliste particulière sera abandonné par cette entreprise ; et tout ce qui milite contre l'efficacité du système capitaliste sera détruit.

Le système communautaire primitif est également condamné. A partir du moment où le premier pot en émail, ou le premier tissu fabriqué en usine est importé dans une société communautaire autarcique, la structure socio-économique de cette société reçoit un coup mortel. Ensuite, il ne s'agira plus que d'une question de temps et de savoir si les membres de cette communauté seront les participants ou les victimes dans ce nouvel ordre économique.

Ainsi le choix pour les jeunes nations se situe effectivement entre le socialisme et le capitalisme. Ce choix n'est pas complètement libre, car tous nous avons hérité de certaines structures de commerce et avons été, dans une mesure plus ou moins grande, endoctrinés par les systèmes de valeur de nos maîtres colonisateurs. De plus, les grandes puissances continuent à nous considérer comme faisant partie de la sphère d'influence de l'une ou de l'autre d'entre elles, laquelle manifeste son mécontentement à notre égard lorsque nous refusons de nous conformer au modèle de conduite auquel elle s'attend. Mais finalement, si nous nous déterminons ainsi et si nous sommes prêts à surmonter notre passé récent et les difficultés que d'autres peuvent dresser sur notre chemin, notre société pourrait évoluer vers l'un ou l'autre de deux systèmes.

Ceci dit, je me propose de démontrer qu'il n'y a réellement pas de choix. Dans la pratique, les nations du Tiers-Monde ne peuvent devenir des sociétés capitalistes développées sans abandonner la réalité de leur liberté et sans accepter un degré d'inégalité entre leurs citoyens, qui dénierait la validité morale de notre lutte pour l'indépendance. Je démontrerai que notre pauvreté actuelle et notre faiblesse nationale font du socialisme le seul choix rationnel pour nous.

### III — CAPITALISME ET INDEPENDANCE

Dans un système capitaliste, le but de la production et de la distribution est la réalisation du profit pour ceux qui possèdent les moyens de production et d'échange. Le besoin de marchandises est subordonné au profit qu'implique leur production. Dès lors, le propriétaire des machines et des biens d'équipement utilisés dans le processus de production — c'est-à-dire celui qui a fourni l'argent pour l'acquisition de ces équipements — est celui qui décide s'il y aura ou non production, la nature de cette production et la quantité à produire. Ni les hommes qui fournissent la force de travail utilisée dans la production des biens, ni ceux qui ont besoin de ces biens, n'ont aucun mot à dire. Dans le système capitaliste, l'argent est roi. Celui qui l'a, possède aussi le pouvoir. Il détient le pouvoir sur tous les travailleurs qu'il peut ou non employer, et le pouvoir sur les gouvernements qu'il peut paralyser en bloquant des productions vitales, ou saboter en manipulant hommes et machines.

Cela a toujours été l'essence du capitalisme. Mais il y a un fait plus particulier aux dernières années du vingtième siècle. C'est que ce pouvoir est maintenant concentré entre quelques mains. Car, alors

que cent ans auparavant une toute petite somme d'argent suffisait pour établir une entreprise industrielle ou commerciale, la technologie moderne exclut cette possibilité aujourd'hui dans tous les domaines importants de la production. Ainsi, par exemple, Henry Ford a pu démarrer l'usinage d'automobiles dans un atelier de réparation de bicyclettes, et développer, petit à petit, sa capacité de production. Mais maintenant, dans les années soixante-dix toute personne qui décide de fabriquer des véhicules automobiles doit être prête à effectuer des investissements de plusieurs millions de dollars avant de voir le premier véhicule sortir de la chaîne de montage. Les techniques de production de masses rendent les petites entreprises non-économiques — elles font faillite en essayant de concurrencer les entreprises géantes ou se laissent absorber par celles-ci. Dès lors, au lieu d'avoir un très grand nombre de petits capitalistes, nous avons un très petit nombre de grands capitalistes. Des petits capitalistes existent, mais leur part dans la production globale est insignifiante et ils se limitent généralement aux commerces de luxe.

Ce développement fait partie de la dynamique du capitalisme — car le capitalisme est très dynamique. C'est un système de lutte. Chaque entreprise capitaliste survit par sa victoire sur les autres entreprises capitalistes. Et tout le système capitaliste dans son ensemble survit par expansion, c'est-à-dire, par extension de son aire d'opération en éliminant, par la même occasion, tous les obstacles, ainsi que tous les systèmes plus vulnérables de la société.

Considérons maintenant ce que cela signifie pour les jeunes Nations du Tiers-Monde.

Selon la théorie capitaliste, si nous optons pour le capitalisme, nos concitoyens seront libres d'établir des entreprises capitalistes, et ces capitalistes Tanzaniens ou Soudanais concurrenceraient — c'est-à-dire lutteraient contre toutes les autres entreprises capitalistes, y compris les entreprises étrangères. Dans la pratique, cependant, deux questions se posent immédiatement. Premièrement, où sont ces citoyens qui ont assez de capitaux pour établir des industries modernes dans nos pays ? Deuxièmement, comment nos industries naissantes lutteraient-elles contre les autres entreprises capitalistes ?

Je crois que la réponse à ces questions est claire dans tous les pays du Tiers-Monde. Car la Tanzanie ne fait aucunement exception du fait qu'elle ne dispose pas, à l'intérieur de ses frontières, de type de ressources nécessaires à l'établissement d'unités industrielles modernes. En règle générale, aucun individu ou groupe d'individus de n'importe laquelle de nos nations n'est capable d'établir ne fût-ce qu'une grande usine textile moderne, encore moins de faire fonctionner une mine de diamant, monter une aciérie, ou gérer une grande entreprise commerciale. Cette somme d'argent et ce genre d'expertise n'existent tout simplement pas. Il est certain que le mieux que les Tanzaniens puissent faire aujourd'hui, c'est d'établir de petits ateliers, qui peuvent soit assembler des pièces importées, soit entreprendre le traitement des produits agricoles locaux. Nos concitoyens peuvent établir des petits magasins de détail ; le commerce de gros, à n'im-

porte quelle échelle économique, demande probablement plus de ressources qu'ils ne possèdent.

Lorsque la Grande Bretagne avait connu sa révolution industrielle à la fin du dix-huitième siècle, cela était suffisant. Cela ne suffit plus aujourd'hui. Comment ces petits capitalistes tanzaniens pourraient-ils concurrencer I.C.I., Ford, les entreprises nippones et d'autres grandes entreprises multinationales — ou même les Produits Alimentaires Walls ? La réponse est simple : ils ne le pourront pas. Le mieux qu'ils puissent faire, c'est de devenir les agents de ces sociétés capitalistes internationales. Et ceci n'avancerait pas notre lutte contre le sous-développement, car il n'en résulterait pas d'usines modernes produisant des biens de première nécessité, mais des agents locaux important et conditionnant ces produits — et seulement ces produits — qui soient rentables à la fois aux agents locaux et aux entreprises d'outre-mer.

En fait, le capitalisme du Tiers-Monde n'aurait d'autre choix que celui de coopérer avec le capitalisme étranger en qualité de partenaire très subalterne. Autrement, il serait tué dans l'œuf. On ne peut développer le capitalisme dans nos pays sans capitalistes étrangers, leur argent et leur expertise. Et ces capitalistes étrangers n'investiront dans les pays du Tiers-Monde que si, quand et dans la mesure où ils seront convaincus que cette opération serait plus rentable pour eux que tout autre investissement. Le développement par capitalisme signifie donc que nos nations du Tiers-Monde devront se soumettre aux conditions posées par d'autres — par des capitalistes d'autres pays. Et si nous acceptons leurs conditions, nous devons continuer à être guidés par eux, ou courir le risque de voir nos jeunes entreprises s'écrouler, le financement et l'expertise retirés, d'autres sanctions économiques appliquées contre nous.

En fait, le développement par capitalisme signifie que nous donnons à d'autres le pouvoir de prendre des décisions vitales concernant notre économie. Le type de biens économiques à produire ; la localisation des usines, des bureaux et des magasins ; l'offre d'emploi dans les différentes zones ; et même le système de fiscalité à adopter : tout cela sera déterminé par les étrangers.

On prétend que ceci serait un phénomène temporaire, du fait que l'investissement capitaliste étranger dans un pays du Tiers-Monde serait un catalyseur pour l'entreprise capitaliste locale. Dans une certaine mesure, cela est vrai. De petites affaires locales peuvent se développer à l'ombre d'une entreprise plus importante et appartenant à des étrangers. Mais de telles affaires auraient pour rôle de rendre des services aux travailleurs de la grande entreprise, ou de fabriquer de petites pièces pour cette dernière. Elles seraient alors absolument dépendantes d'elle : florissantes quand elle prend de l'expansion, défaillantes quand elle ferme ses portes. Les entreprises locales seraient ainsi des marionnettes, et non des ennemies des entreprises étrangères — des filiales et non des rivales. Elles seraient forcées de s'identifier à toutes les demandes des capitalistes étrangers. La perte de l'auto-détermination nationale réelle irait croissante — et non décrois-

sante ; car les propriétaires étrangers se seraient assurés d'une base politique locale pour soutenir leur pouvoir économique.

Ceci est très facile à comprendre. Si, par exemple, le gouvernement propose une nouvelle échelle de salaires minima, ou d'obtenir des recettes en imposant un tarif douanier sur les produits intéressant l'usine, le grand employeur peut dire — poliment ou non — que dans ce cas, l'usine va fermer ses portes. De tels employeurs pourront faire remarquer qu'il résultera, de cette fermeture de l'usine, non seulement la perte de moyens de subsistance pour ceux qui sont directement employés, mais aussi la faillite d'un certain nombre d'unités dépendantes. Bien sûr, le gouvernement indépendant peut toujours aller de l'avant avec ses propositions, mais il devra alors en supporter les conséquences — et celles-ci ne seront probablement agréables ni pour le gouvernement, ni pour la population qu'il veut servir.

Et ceci n'est pas tout. Les questions de politique étrangère seront également affectées par la dépendance vis-à-vis des capitalistes étrangers pour le développement économique. Il est vrai que les capitalistes américains, britanniques ou japonais n'ont pas de loyauté patriotique pour leur pays d'origine. Mais ils ont de la loyauté pour leurs investissements les plus importants — et il est fort peu probable que ceux-ci se trouvent dans l'un de nos pays sous-développés ! Par conséquent, une dispute entre nation pauvre et un des pays impérialistes au sujet, par exemple, du soutien que ce dernier accorde à l'expansion sioniste, au colonialisme sud-africain, rhodésien ou portugais, peut facilement entraîner le retrait des plans de développement capitalistes dans le pays, ou même la réduction et la fermeture éventuelle des entreprises déjà établies.

Ce que je suis en train de dire est que, étant données les inégalités actuelles entre nations, le développement par voie capitaliste est incompatible avec l'indépendance nationale totale pour les pays du Tiers-Monde. Car un tel développement sera conduit et contrôlé par l'étranger ; les capitalistes locaux seront et resteront des auxiliaires.

Il ne peut y avoir de doute à ce sujet — la domination étrangère est permanente et non temporaire. Ce sera la grande entreprise qui fera de grands profits et aura de grands moyens disponibles pour le prochain investissement. Les petites entreprises resteront petites — ou seront rachetées ! Il suffit, pour se convaincre de cette réalité et de sa signification, d'étudier ce qui s'est passé dans les grands pays capitalistes. L'on constate que les entreprises de taille moyenne avalent les plus petites et sont, à leur tour, absorbées par des plus grandes. Et finalement les entreprises géantes luttent les unes contre les autres pour l'ultime suprématie. Et pour finir, les gouvernements riches des grands pays capitalistes trouvent que leur propre liberté d'action est limitée par le pouvoir économique des entreprises capitalistes géantes. Même s'ils sont élus pour lutter contre le capitalisme, ils se trouvent obligés d'assurer l'approvisionnement en matières

premières et la rentabilité de grandes sociétés, sinon ils auront à affronter le chômage massif et de grandes crises économiques.

Le fait qu'un certain nombre de grandes institutions capitalistes rivales puissent investir dans un pays sous-développé donné — peut-être à partir de bases étrangères différentes — n'infirmes pas cette analyse simplifiée. En règle générale, cela signifie que le pays pauvre a misé sur plusieurs tableaux. En théorie, il peut tenter de jouer ces entreprises l'une contre l'autre ; mais dans la pratique, il va probablement découvrir que son destin économique a été déterminé par les conflits entre entreprises dont l'origine se situe en dehors de ses frontières, et au sujet desquels il ne connaît rien ! Une offre de rachat, ou un plan de rationalisation, ou un accord pour un nouveau cartel, peuvent détruire des années de négociations locales, et le gouvernement indépendant peut bien entendre parler de ce qui se trame seulement si un géant ou un autre espère l'utiliser pour obtenir de meilleures conditions pour ses propres actionnaires !

#### IV — LE CAPITALISME ET LA NATURE DE LA SOCIÉTÉ

Cette perte inévitable de la liberté nationale réelle est, cependant, seulement un de ces effets du capitalisme que je crois incompatibles avec les objectifs nationaux de tous les gouvernements du Tiers-Monde. Car le capitalisme n'implique pas seulement une lutte entre capitalistes où capitalistes des nations en développement seront inévitablement vaincus. Il implique également une lutte permanente entre capitalistes d'un côté et travailleurs de l'autre.

Ceci est un problème très important pour nous, qui sortons comme la plupart des pays africains du Tiers-Monde, du système communautaire primitif pour entrer directement dans le monde moderne. Car cela constitue un nouveau facteur de division nationale au moment où nous luttons tous contre les forces de divisions, à savoir le tribalisme, la religion et le racisme. Cela signifie aussi que les fruits de l'indépendance ne seront pas partagés par la grande masse de la population qui a lutté pour elle, ou au nom de laquelle elle a été demandée.

Il n'y a pas d'échappatoire à cet effet du capitalisme. Car le but de l'entreprise capitaliste est de faire du profit. Pour ce faire, le capitaliste doit maintenir le coût de production à un niveau aussi bas que possible et obtenir le maximum de bénéfice de la vente de sa production. En d'autres termes, il doit payer les salaires les plus bas possibles pour lesquels il peut obtenir des travailleurs, et vendre au prix le plus élevé possible pour lequel il peut trouver des acheteurs de ses produits. Un conflit d'intérêt permanent entre le travailleur et l'employeur s'ensuit inévitablement. Le premier veut obtenir un salaire suffisamment élevé pour pouvoir vivre décemment, et éventuellement acheter certains produits à la production desquels il a travaillé. Le deuxième entend payer des bas salaires de manière à maximiser son profit, c'est-à-dire le bénéfice sur l'argent qu'il a investi.

Ainsi le capitalisme conduit automatiquement à la formation de deux classes de gens : un petit groupe de gens auxquels la possession de moyens de production apporte richesse, pouvoir et privilège ; et un groupe beaucoup plus important dont le travail produit cette richesse et ces privilèges. L'un tire profit de l'exploitation de l'autre, et un échec dans la tentative d'exploitation entraîne la dislocation du système tout entier, avec comme conséquence l'arrêt de toute production ! L'exploitation des masses constitue, en fait, la base sur laquelle le capitalisme a acquis la réputation d'avoir résolu le problème de la production. Il ne peut fonctionner sur aucune autre base. Car si jamais les travailleurs réussissaient à obtenir la totalité des bénéfices de leur travail, alors le capitaliste ne recevrait aucun profit et fermerait l'entreprise !

La signification de ceci pour les masses des peuples du Tiers-Monde doit être évidente. Leurs conditions d'emploi et leurs revenus salariaux seront juste suffisants pour assurer l'offre de travail. De plus, si la nation dépend de l'investissement capitaliste pour toute son expansion économique désirée, il faudra empêcher les travailleurs de s'organiser pour lutter en faveur de leurs droits. Car une lutte syndicale effective peut amener l'employeur à affirmer une fois encore, que son entreprise n'est plus rentable. La menace de fermeture qui en résulterait pourrait amener le gouvernement à intervenir en faveur des employeurs afin de sauvegarder le taux de croissance économique et son revenu fiscal, dérisoire mais vital.

Le développement par voie capitaliste est ainsi fondamentalement incompatible avec la quatrième aspiration citée plus haut, à savoir la dignité humaine et le respect de soi pour tous, avec une liberté égale pour tous les membres de la société. Car le capitalisme signifie que les masses travailleront, et qu'une minorité d'individus — qui ne peuvent rien faire du tout — bénéficieront de ce travail. La minorité va s'asseoir à un banquet et les masses vont manger ce qui en restera.

Ceci a une autre implication. Dans un système capitaliste, la production des biens, mesurée statistiquement, peut s'accroître considérablement ; s'il arrive qu'il possède certaines ressources minérales, le pays du Tiers-Monde peut se trouver en meilleure position sur la liste des Etats ayant réussi en matière de taux de croissance de son Produit National Brut. Mais les masses de la population, qui produisent les biens ainsi mesurés, se trouveront dépourvus d'assez d'argent pour acheter les biens nécessaires à une vie décente. Leur demande de ces biens existera, mais elle ne sera pas effective ou solvable. Par conséquent, la production des biens de première nécessité — logements décents, aliments et vêtements convenables — sera limitée ; car une telle production serait moins profitable à l'investisseur capitaliste que la fourniture des biens de luxe. Ce n'était pas par hasard, que l'un des premiers investissements faits en Tanzanie après l'indépendance fut la construction d'un cinéma pour automobilistes. Beaucoup plus de profit pouvait être réalisé en utilisant du ciment de cette façon qu'en construisant des maisons pour les travailleurs !

Car, par dessus tout, le choix du capitalisme comme voie de développement signifie un type particulier de production et d'organisation sociale. L'adduction d'eau en milieu rural aura une priorité secondaire en dépit de sa nécessité pour la santé des populations. L'importation, et parfois la production locale de climatiseurs, voitures privées et d'autres biens de consommation durables, auront une haute priorité. L'adduction d'eau n'apporte aucun profit, tandis que la fourniture de biens de consommation de luxe le fait.

Pour mieux comprendre ceci, nous pouvons, une fois encore, nous référer aux sociétés capitalistes développées. Nous pouvons alors constater la malnutrition parmi les habitants des montagnes Appalache et de Harlem, alors que les habitants des faubourgs américains vivent d'accessoires ; ou en Grande Bretagne où règne la crise de logement tandis que l'on produit sans cesse les télévisions en couleur ; et dans ces mêmes sociétés nous pouvons observer l'affectation d'infimes ressources aux domaines comme l'éducation et la santé des populations comparées aux énormes ressources dépensées pour satisfaire les désirs pour tout notre peuple.

## V — L'ALTERNATIVE SOCIALISTE

Dire, comme je viens de le faire, que le capitalisme est incompatible avec les aspirations du Tiers-Monde ne signifie pas que l'alternative socialiste soit facile, ni que le succès sous sa bannière soit automatique. Mais le socialisme peut être compatible avec nos aspirations ; en adoptant des politiques socialistes, il nous est possible de maintenir notre indépendance et de tendre vers la dignité humaine pour tout notre peuple.

Le point crucial est que la base de l'organisation socialiste est la satisfaction des besoins de la population, et non la réalisation du profit. La décision d'affecter les ressources nationales à la production d'un bien plutôt qu'un autre est faite sur base de ce qui est nécessaire, et non sur ce qui est le plus rentable. De plus, de telles décisions sont prises par le peuple à travers ses institutions responsables — son propre gouvernement, ses propres sociétés industrielles, ses propres institutions commerciales. Elles ne sont pas prises par un petit groupe de capitalistes, locaux ou étrangers — et la question de domination étrangère à travers la propriété économique est ainsi exclue. Par ailleurs, les travailleurs nationaux peuvent recevoir — directement ou indirectement — tous les fruits de leur travail ; il n'y a aucun groupe de propriétaires privés qui, constamment, s'approprient une large proportion de la richesse produite.

Il n'en découle pas que de grandes inégalités au sein de la société, ou l'exploitation de groupe, ou même la prise du pouvoir et des privilèges, par une petite minorité, soit automatiquement exclue dans une société qui adopte la voie socialiste. En observant ce qui se passe dans le monde, on constate que tout ceci arrive dans des pays soi-

disant socialistes. Mais mon avis est que de telles choses indiquent l'échec d'application du socialisme ; elles ne sont pas inhérentes au socialisme comme elles le sont au capitalisme.

L'argument majeur utilisé contre le socialisme pour les pays en voie de développement est, en fait, qu'il ne va pas réussir, et que tous les Etats socialistes sont des Etats pauvres à cause du socialisme. Sans parler aussi longuement que je l'ai fait jusqu'ici — ce que je ne propose pas de faire — il n'est pas possible de réfuter cet argument en détail. Il y a cependant, à cet égard, trois points fondamentaux que je vous demanderais de bien considérer.

Le premier est que mesurer la richesse d'un pays par son Produit National Brut consiste à mesurer des choses et non des satisfactions. Une augmentation dans la vente d'héroïne, dans un pays où cela est permis, serait enregistré comme une augmentation dans sa richesse nationale ; si le bien-être humain était l'unité de mesure, une telle augmentation de vente serait un facteur négatif. De la même façon, l'amélioration générale des conditions de santé par suppression des maladies endémiques peut ou ne pas être enregistrée comme une augmentation dans les statistiques de la richesse nationale ; elle est certainement une bonne chose pour la population si elle a été réalisée !

Mon deuxième point est qu'une prostituée qui réussit ou un esclave favorisé, peuvent être mieux matériellement qu'une femme qui refuse de vendre son corps, ou un homme qui refuse de vendre sa liberté. Nous ne considérons cependant pas les conditions de la prostituée ou de l'esclave comme étant enviables — à moins bien sûr, que nous mourrions de faim, et même alors, nous reconnaissons l'amélioration possible de nos conditions comme étant incertaines et non assurées.

Troisièmement, je ne pense pas que la soi-disant inefficacité du socialisme soit prouvée. Le capitalisme s'est développé depuis deux siècles environ. Le premier engagement national au socialisme remonte à 1917, réalisé par une nation arriérée et féodale dévastée par la guerre, et qui a souffert par la suite de la guerre civile et des conflits internationaux. Malgré cela, peu de gens nieraient la transformation matérielle réalisée en URSS pendant les cinquante-cinq dernières années. Et en fait, en dépit de critiques acerbes qui peuvent être adressées à tous les pays socialistes, il est difficile de dire que leurs peuples sont moins nantis que ceux des derniers venus capitalistes — pays comme la Grèce, l'Espace, ou la Turquie par exemple. Au contraire, ils sont nettement mieux pourvus en matières vitales, telles que la santé, l'éducation, et la sécurité de leur alimentation et de leur logement. Qu'ils aient ou non le même nombre de postes de télévision en couleur, cela me semble peu important !

## VI — CONCLUSION

On ne peut pas nier que beaucoup de difficultés assaillent le pays du Tiers-Monde qui a choisi la voie de développement socialiste. Ni les moindres de ces difficultés soient son propre passé, le dynamisme de techniques capitalistes, et l'instinct de spéculation que chaque être

humain semble posséder, de telle manière que nous souhaitons tous être parmi les privilégiés plutôt que parmi les exploités! Mais je crois que nous pouvons choisir la voie socialiste, et qu'en ce faisant, nous pouvons nous développer nous mêmes dans la liberté, et évoluer vers des conditions qui permettent dignité et respect de soi pour chacun de nos concitoyens.

Je crois que cette perspective doit être poursuivie, avec vigueur et détermination. Nous ne créerons pas de sociétés socialistes du jour au lendemain, car nous devons prendre comme point de départ notre situation actuelle; nous devons faire des compromis avec l'argent et l'expertise capitalistes et nous devons prendre des risques dans notre processus de développement. Mais je suis convaincu que les pays du Tiers-Monde ont la capacité de se transformer eux-mêmes avec le temps, en sociétés socialistes dans lesquelles leurs peuples peuvent vivre en harmonie et coopération en travaillant ensemble pour le bénéfice commun.

## SUMMARY

In their struggle for independence, liberty, justice and well-being of all their inhabitants, the Third World countries are confronted with the choice between the two existing socio-economic systems : capitalism and socialism.

In this article, the author discusses the nature, the purpose and the determinants of this choice. In so doing, he analyses each of these systems.

Under a capitalist system the purpose of production and distribution is the making of profit for those who own the means of production and exchange, the need for goods is subsidiary to the profit involved in making them. Therefore, the owner of the machines and equipment used in production is the one who determines whether there shall be any production, and of what kind, and in what quantity. Neither the men who provide the labour for the productions, nor the men who need the goods which could be produced, have any say in these decisions. Under capitalism, money is King. He who owns wealth owns also power. He has power over all the workers who he can employ or not, and power over the government which he can paralyse by withholding vital production, or sabotage by the manipulation of men and machines. And this economic power is more and more concentrated in very few hands, since mass production techniques make small units uneconomic : they go bankrupt in an attempt to compete with the giants, or else sell out to a larger business. Therefore, instead of having a very large number of small capitalists, we have a very small number of large capitalists. This development is part of the dynamic of capitalism, which is fighting system : each capitalist enterprise

survives by successfully fighting other capitalist enterprises. And the capitalist system as a whole survives by expansion, that is, by extending its area of operations and, in the process, eradicating all restraints upon it, and all weaker systems of society.

Given the fact that nowadays there are no capitalists from our countries who can successfully compete with foreign concerns, the Third World capitalism, should this path to development be chosen, would have no choice except to cooperate with external capitalism, as a very junior partner. Otherwise, it would be strangled at birth. We cannot develop capitalism in our countries without foreign capitalists, their money and their management expertise. And these foreign capitalists will invest in Third World countries only if, when, and to the extent that, they are convinced that to do so would be more profitable to them than any other investment. Development through capitalism means that the Third World nations have to meet conditions laid down by others — by capitalists of other countries. And if we agreed to their conditions, we should have to continue to be guided by them or face the threat of the new enterprises being run down, money and skills, being withdrawn, and of other economic sanctions being applied against us. In fact, a reliance upon capitalist development means that we give to others the power to make vital decisions about our economy. The kind of economic production we shall undertake ; the location of factories, offices and stores ; the amount of employment available in any area ;and even the kind of taxation system we adopt, all these matters will be determined by outsiders.

In addition, capitalism does not only imply a fight between capitalists, with the developing nations' capitalists inevitably being worsted. It also involves a permanent fight between capitalists on one side and workers on the other. Thus, capitalism automatically brings with it the development of two classes of people : a small group whose ownership of the means of production brings them wealth, power and privilege ; and a very much larger group whose work provides that wealth and privileges. The one benefits by exploiting the other, and a failure in the attempt to exploit leads to a breakdown of the whole system with a consequent end to all production. The exploitation of masses is, in fact, the basis on which capitalism has won the accolade for having solved the problem of production. There is no other basis on which it can operate. For if the workers even succeeded in obtaining the full benefits of their industry, then the capitalist would receive no profit and would close down the enterprise.

Development through capitalism is thus basically incompatible with human dignity and self-respect for all, with equal freedom for all inhabitants of the society.

Because Socialism can be compatible with our aspirations, by adopting socialist policies it is possible for us to maintain our independence and development towards human dignity for all our people. For the basis of socialist organization is the meeting of people's needs, not the making of profit. The decision to devote the nation's resources

to the production of one thing rather than another is made in the light of what is needed, not what is most profitable. Furthermore, such decisions are made by the people through their responsible institutions: their own government, their own industrial corporations, their own commercial institutions. They are not made by a small group of capitalists, either local or foreign; and the question of foreign domination through economic ownership is thus excluded. Further the workers of the nation can receive directly or indirectly — the full fruits of their industry; there is no group of private owners which constantly appropriates a large proportion of the wealth produced.

In spite of many difficulties that face a Third World country which chooses the socialist alternative of development, the author strongly proposes the adoption of this alternative, since by so doing, we can develop ourselves in freedom, and towards those conditions which allow dignity and self-respect for everyone of our citizens.